le monde libertaire

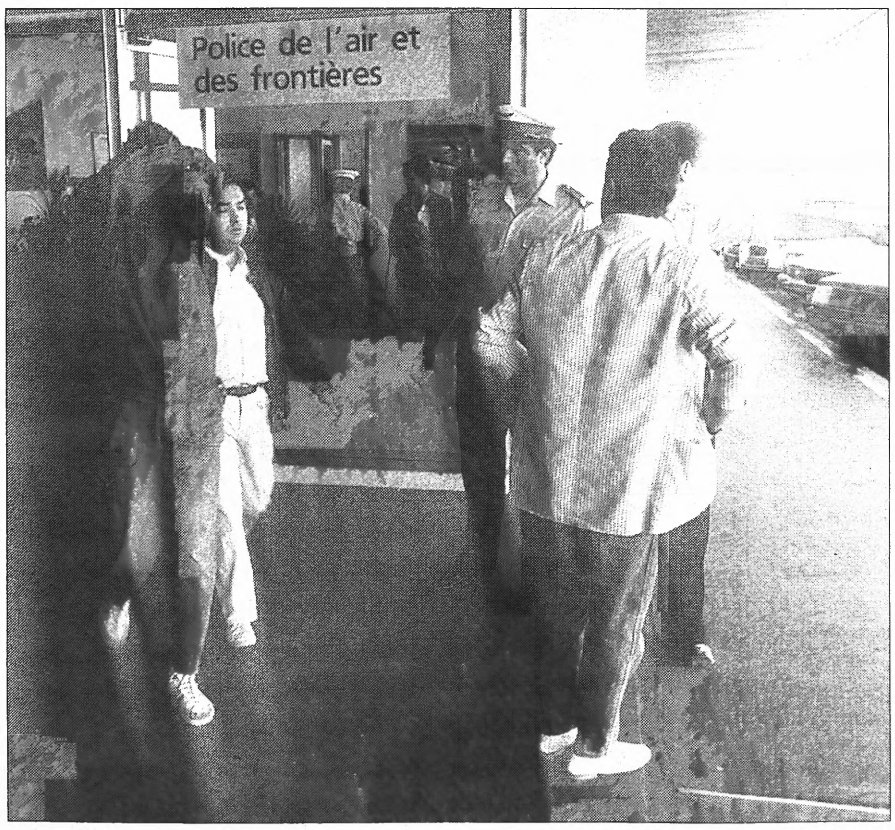
Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
26 septembre au 2 octobre 1996

10,00 F

Nous sommes tous des clandestins

SELON UN RAPPORT du Haut Commissariat aux Réfugiés de l'année 1991, l'Europe n'accueille que 6 % des réfugiés dans le monde. La France est donc loin d'accueillir toute la misère du monde. D'ailleurs, la France du G7 va bien et un texte récent (*Le Monde* du 21 juin) de l'INSEE confirme, chiffres à l'appui que les riches et les entreprises s'enrichissent. Cela tandis que la majorité des Français s'appauvrit quand elle n'est pas encore partiellement ou totalement exclue.

Ajoutons que c'est le fruit d'une politique économique organisée pour un tel résultat, sur un discours hypocrite qui parle de crise et de



réduction de la fracture sociale. Un autre travail récent de l'INSEE montre que les immigrés ne sont proportionnellement pas plus nombreux dans la société française qu'il y a vingt ans et que, somme toute, l'intégration (dans le sens positif du terme) s'est plutôt bien passée. Nous sommes loin de cette invasion dont parle le néo-fasciste Le Pen. Petite parenthèse pour dire que, une fois de plus, les derniers propos tenus par le dirigeant du FN sont là pour nous rappeler dans quelle famille politique il est à classer : une extrême droite bien raciste qui rêve de marcher sur les traces de Hitler.

Le Pen hurle, mais pour l'instant, ce sont nos soi-disant démocrates, droite et gauche confondus, dont on peut d'ailleurs remarquer qu'ils offrent à peu près les mêmes programmes avec quelques différences dans les méthodes, qui expulsent nos camarades immigrés. On a un peu l'impression que l'histoire se répète. La crise, mais pas pour tout le monde. Un monde qui ferme les frontières de ses blocs économiques et qui se construit sur l'exclusion généralisée et la suppression des acquis sociaux.

Comme le dit M. Ouachkredi de la Coordination nationale des collectifs de sans-papiers : « Il faut une solidarité encore plus étendue, plus effective entre les sans-papiers, les travailleurs, les gens qui sont sans droits, les précaires, les sans-logis, ceux qui sont déchus de leurs droits et qui ressemblent à un nouveau tiers état dans ce pays. La question des sans-papiers souligne, fondamentalement, le dysfonctionnement de la société. La misère du monde vient là où la richesse du monde s'accumule. »

Solidarité et résistance commune

C'est pourquoi, quand certains nous proposent de trier les bons sans-papiers des vilains clandestins, nous ne pouvons accepter un tel choix.

Nous continuons, au contraire, à affirmer notre soutien à tous les immigrés, en situation régulière ou pas. La liberté de libre circulation des personnes reste pour nous fondamentale.

Seul l'arrêt immédiat d'une politique économique qui volontairement fabrique des exclusions de toutes sortes sera à même de nous sortir de cette « crise » de l'immigration. En attendant, nous nous prononçons pour l'accueil de tous les immigrés.

La résistance et la solidarité doivent s'organiser entre Français et immigrés contre les expulsions et les exclusions.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons. De cela soyons sûrs, car lorsque l'on voit la prétendue alternative que nous propose une gauche qui se recompose autour d'un PS pro-Maastricht, nous savons qu'il n'y a pas grand-chose à attendre de ce côté-là.

Que tous les exploités de la planète tentent de se rencontrer une première fois au Chiapas est certainement plus porteur d'espoir. Que les discussions et les actions se poursuivent ici, tout de suite, est encore plus important. A nous de jouer.

Groupe Emma Goldman

ISSN 0026-9433 – **N° 1053**

M 2137 - 1053 - 10,00 F

Usine occupée à Dijon : interview
page 6

Déclaration des prisonniers de la centrale de Moulins-Yzeure
page 3

EDITORIAL

Deux chiffres tout récents résument, symbolisent la situation. Le premier, 11 milliards de francs : le solde bénéficiaire du commerce extérieur de la France en juillet. Le second, 39500 personnes : le nombre de chômeurs supplémentaires en août, une progression de 1,3 % sur le mois précédent.

Leur juxtaposition présente la rigueur d'une comptabilité en partie double. A droite, l'excédent financier, à savoir les profits captés par les groupes dominants, avec pour conséquence une plus grande richesse et une puissance accrue. A gauche, le déficit humain, c'est-à-dire les pertes d'emplois imposées à la population laborieuse, avec pour résultat une amplification de la pauvreté et du désespoir.

Le beau pays de France totalise, aujourd'hui, de 3085100 à 3418000 demandeurs d'emploi reconnus, selon qu'on se réfère au nouveau calcul ou bien au système d'évaluation utilisé naguère. 12,6 % des personnes en âge de travailler recherchent d'un emploi.

Aucune fatalité ne préside à cette conjoncture. Qui résulte d'une politique refléchie et mise en œuvre avec méthode par les pouvoirs publics : baisse drastique du coût de la main-d'œuvre; suppression des garanties relevant de la loi ou du contrat collectif; disparition de la négociation syndicale. Un nouveau modèle social commence à se dessiner sous nos yeux. Celui, à une échelle de masse, d'un nouveau prolétariat, c'est-à-dire de femmes et d'hommes qui ne possèdent rien ou quasiment, des emplois irréguliers et précaires, un revenu incertain... Aussi différents de leurs parents salariés à contrat collectif, avec échelle mobile, retraite et accession à la propriété, que ces derniers l'étaient de leurs grands-parents trimardeurs ou voyous en casquette.

Le combat des chantres du libéralisme contre les déficits publics et leur appétit insatiable pour les titres de propriété aboutiront-ils à faire naître, autour des cités informatisées et commerçantes, un nouveau prolétaire des temps post-industriels ? Comme son ancêtre de l'âge de la vapeur, ce personnage, sans foi ni loi parce que sans propriété, pourrait bien ne pas craindre les bouleversements sociaux

N'avons-nous pas l'impression, ces derniers temps, de voir de plus en plus de jeunes gens qui brandissent avec conviction le drapeau rouge et noir de la révolution sociale ?

L'évolution structurelle de la Poste

A L'OCCASION du mouvement social de décembre 1995, j'avais fait le point, dans le *Monde libertaire*, sur l'évolution structurelle de la Poste (1). Certaines des informations que j'avais données alors sont aujourd'hui dépassées, car « nos » dirigeants s'engagent dans une course toujours plus effrénée vers le libéralisme économique. Un nouveau point de la situation s'impose.

Restructurations dans l'acheminement du courrier

Jusqu'à présent, la totalité du courrier (lettres, journaux, etc.) était traité par les centres de tri (au minimum, il existait un centre de tri par département en dehors de l'Ardèche et peut-être quelques autres départements peu peuplés).

Ces centres de tri étaient chargé de la concentration de tout le courrier en provenance des bureaux de poste du département; de la dispersion de tout le courrier adressé dans le département vers les bureaux distributeurs du département.

Certaines grosses agglomérations ont plusieurs centres de tri, chacun est chargé d'une tâche et d'un secteur géographique bien précis.

La direction générale a finalement décidé de segmenter le courrier en trois catégories, chacune étant traitée dans un réseau différent.

Un réseau sera uniquement chargé de la VPC (vente par correspondance). Il sera traité selon un mode spécifique qui privilégiera un acheminement direct par la route vers 600 bureaux distributeurs via six bases de transit (au lieu des 12 plates-formes initialement prévues). Ce réseau s'adresse uniquement aux grosses boîtes de VPC.

Un autre réseau sera chargé du courrier d'entreprise vers entreprise (E.V.E.). Ce réseau fonctionnera avec une cinquantaine d'agences chargées de la collecte et de la livraison, disséminées dans les grands centres industriels, et de trois bases de transit (Paris, Lyon et Poitiers). Les locaux des agences seront loués pour pouvoir déplacer les organisations en fonction de l'activité. Pour les agents (10 à 15 par agence), la mobilité, la flexibilité et la précarité seront la règle. Un nouveau produit (distribution en j+1) sera vraisemblablement proposé avec un niveau de prix aussi proche que possible de celui de la concurrence.

A la pression des messagers privés toujours à la recherche de rentabilité, s'ajoutent le poids des gros utilisateurs. C'est la relation coût/prix qui prédomine. La Poste différencie l'organisation de son réseau messagerie selon la loi de la demande la plus forte (2)…

Enfin, un dernier réseau, qui comprendra une partie des centres de tri actuels (les autres devraient être fermés), et qui traitera uniquement le courrier des particuliers.

Les objectifs de ces restructurations sont clairs : diminuer la masse salariale; éviter le blocage du courrier en cas de conflits sociaux.

Vers la création d'une banque postale?

Le journal *Le Monde* du 20 juillet évoque la création d'une banque postale avec, en toile de fond, la scission des activités postales. Le ministre des PTT a démenti ce projet. Il n'empêche qu'une nouvelle loi bancaire devrait être débattue à la rentrée parlementaire. Une offensive est menée par l'association française des banques contre les activités financières qui relèvent encore du secteur public. Le gouvernement y a déjà partiellement répondu avec le livret jeune et la fermeture du Crédit foncier de France qui détenait le monopole des prêts à l'accession à la propriété (PAP). Fortes de ces premiers succès, les banques (dont les résultats sont catastrophiques) redoublent d'efforts. Elles réclament la fin du monopole du livret A et la séparation des activités de la Poste relevant du service public, d'une part, et des activités bancaires d'autre part.

Ce projet pourrait permettre de fusionner « la banque postale » avec des établissements en mauvaises situation financière; de mettre à la disposition des banques un réseau de 17 000 bureaux; de faire faire financer la présence postale par une rémunération « du droit d'entrée » dans le réseau aux banques qui l'utiliseraient… comme cela se passe actuellement en Allemagne.

En guise de conclusion

En 1995, 5 000 emplois de titulaires ont été supprimés à la Poste. Depuis 1991, ce sont 20 000 emplois qui ont disparu. En 1996, ce sont 6 000 suppressions d'emplois qui sont prévues. Quand près d'un agent sur quatre n'est plus titulaire, c'est bien un mode de gestion qui vise tout à la fois à réduire la masse salariale, à développer la flexibilité, quel qu'en soit par ailleurs le coût social : salaires inférieurs, conditions de travail dégradées par des horaires atypiques, manques de formation, parcellisation accrue des tâches, etc.

Pour le moment, les principales fédérations syndicales de salariés (CGT et FO) restent dans l'expectative.

Le syndicat SUD fait un important travail d'information par l'intermédiaire de dossiers et de tracts. C'est un premier pas, mais il ne suffira pas pour mettre un coup d'arrêt aux offensives des promoteurs du libéralisme économique…

Christian

(1) Le *Monde libertaire* n° 1018, 1019, 1021.

(2) La *lettre de l'élue SUD*, n° 4 (C.A. de la Poste).

Autorisation de prélèvements

❑ **80 F par trimestre abonnement normal**
❑ **100 F par trimestre abonnement de soutien**

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date

Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de jondre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (*lettres capitales*)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
(*votre banque, ccp ou Caisse d'épargne*)
_____
_____
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
Etablis. | Codes | Guichet | N° de compte | Clé RIB

le monde libertaire
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08
Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(*lettres capitales*)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Ça frappe là où ça dérange

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE, d'une manière assez inattendue, jouit d'une certaine notoriété depuis quelques jours à Poitiers. Pour des raisons que nous aurions souhaité différentes. En effet, comme tous les 2 ans et cela depuis dix années, la FA tient un stand à la « journée des associations » organisée au parc de Blossac. Plus de 400 associations étaient donc présentes cette année. Occasion pour la FA de présenter ses idées, dans une ambiance festive et bon enfant. Le stand, qui rencontrait la sympathie de nombreux visiteurs, tenait sa place dans cette manifestation. Seule ombre au tableau : cette présence ne fut pas tolérée par tous. Ainsi, vers 18 heures, deux individus casqués et armés (barres de fer, coups de poing américains, lacrymo…) attaquent le stand par surprise, s'en prenant violemment aux personnes présentes à ce moment. Confusion et courses poursuites. Le résultat de cette opération terroriste de l'extrême droite : quatre personnes aux urgences de l'hôpital; une fillette, une personne d'un autre stand et deux compagnons. L'enfant ainsi que la personne de l'autre stand qui a participé à la poursuite des agresseurs ont été gazés par jets de lacrymo. Les compagnons ont été blessés; l'un à la tête, blessure nécessitant cinq points de suture; l'autre à eu la main cassée. La FA a diffusé un communiqué repris par la presse locale. Différentes associations et organisations ont dénoncé publiquement cet « acte de barbarie ».

Communiqué

Dimanche après-midi, à la journée des associations organisée au parc de Blossac, des personnes autour et dans le stand de la Fédération anarchiste ont été violemment agressées. A travers la Fédération anarchiste, c'est la liberté d'expression qui est visée.

- Liberté d'expression du mouvement ouvrier dont la Fédération anarchiste est un des plus anciens représentants.
- Liberté d'expression contre le capitalisme dont le fascisme est l'expression la plus hideuse.
- Liberté d'expression contre le retour de l'ordre moral dont la femme est la première victime.
- Liberté d'expression dont les anarchistes ont toujours usé et useront toujours pour bâtir l'égalité économique et sociale.

Dimanche après-midi, nous avons vu le résultat des politiques de droite comme de gauche qui favorisent et entretiennent les idées d'extrême droite. Aujourd'hui, la crapule fasciste n'hésite plus à attaquer ses ennemis au grand jour.

Malgré cela, nous ne sommes pas prêts de nous taire.

Le groupe Berkman tient des permanences tous les mercredis, de 17 à 19 heures, en son local, impasse des Communaux, 86000 Poitiers.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Moulins-Yzeure : sa centrale, ses prisonniers...

Le Comité des prisonniers de la centrale de Moulins-Yzeure nous a fait parvenir le communiqué adressé par ses soins aux diverses autorités (garde des Sceaux, procureur de la République, etc.). Ce texte est accablant. Il nous rappelle que ce quartier de sécurité renforcée est le centre pénitentiaire du non-espoir. Que les officiels ne nous disent pas qu'ils ne savaient pas.

Quatre-vingt-six détenus ont signé ce texte. S'il arrive quoi que ce soit, l'administration pénitentiaire et le ministère de la Justice en porteront l'entière responsabilité.

Ras-les-murs

Le principe de l'individualisation, dans l'application des peines, inscrit – dans la lettre – les juridictions qui en sont chargées (JAP, ministère de la Justice) dans une volonté affichée de moduler l'exécution de la peine selon des critères bien définis (gages de réinsertion, etc.). Les réductions de peine, les libérations conditionnelles, les permissions de sortie sont autant de « récompenses » devant permettre cette modulation.

Les faits démontrent que ces divers moyens de modulation sont désormais utilisés comme des arguments pour dénoncer un supposé laxisme de la justice, avec pour conséquence une augmentation des peines, calculées, pour l'occasion, dans leur maximum. Tel jury voulant condamner à une peine la doublera en vertu du principe désormais communément admis qu'un condamné ne fera que la moitié de sa peine.

Devant cet état de fait et dans l'état actuel des peines, l'application systématique des diverses modulations des peines apparaît comme un réajustement légitime et exigible des peines prononcées, sans préjuger de la « justesse » de ces dernières.

Nous, détenus de la centrale QSR (quartier à sécurité renforcée) de Moulins-Yzeure, affirmons solennellement notre volonté de refuser le mécanisme d'élimination auquel les tenants de l'autorité judiciaire et politique nous soumettent. Nous refusons la non-vie qui est notre quotidien, la souffrance entretenue au jour le jour. Nous exigeons que cesse cette féroce répression judiciaire et carcérale.

Nous exigeons l'élaboration d'une nouvelle échelle des peines basée sur des impératifs humains, et non sur des impératifs économiques.

Nous rappelons que des études psychologiques portant sur la longueur des peines démontrent qu'après cinq ans de détention, un détenu entre dans un processus de rupture avec le système et devient dès lors « irrécupérable pour la société » donc éliminé du système social.

Toujours selon les mêmes études, après dix ans de détention, un détenu est « psychologiquement mort », donc éliminé pour le système social et pour lui-même.

C'est avec force et détermination que nous refusons cette perspective d'élimination, de mort programmée. Les emmurés vifs que nous sommes n'avons nullement l'intention de taire notre révolte et de mourir dans l'indifférence générale.

Nous exigeons l'application systématique des mesures prévues par la loi en matière d'aménagement des peines, soit la mise en liberté conditionnelle à moitié peine (avec aide réelle des organismes concernés pour aider le détenu à trouver logement et activité, travail, études, formation). Application de la loi en matière de permissions de sortie et de remises de peine.

Nous revendiquons également la confusion automatique des peines, la plus forte absorbant les plus faibles ;

- la suppression des peines de sûreté;
- l'expulsion à mi-peine pour les étrangers qui le souhaitent;
- la restauration des remises de peine pour passage d'examen et formation;
- l'extension des mises en semi-liberté à mi-peine pour travail, études, et formation ;
- les permissions pour les perpétuités.
- les permissions à demi-peine systématiquement;
- l'abolition du casier judiciaire;
- la suppression des contraintes par corps;
- la libération des détenus gravement malades (sida, cancers, etc.) ;
- la restitution desdroits civiques et politiques;
- la mise en place de véritables structures de réinsertion.

Par ailleurs, la commission d'application des peines ayant un mode de fonctionnement on ne peut plus arbitraire, usant et abusant de ses pouvoirs pour pousser au désespoir la grande majorité des détenus, nous exigeons que soient adoptées les réformes suivantes :

- présence lors de la séance de la commission d'application des peines (CAP) du détenu dont le dossier sera étudié;
- présence d'un avocat (du barreau local) à la CAP, pour s'assurer de la légalité des mesures prises;
- possibilité de recours dans le cas d'une prise de décision défavorable au détenu.

Ces refus doivent être motivés par la CAP.

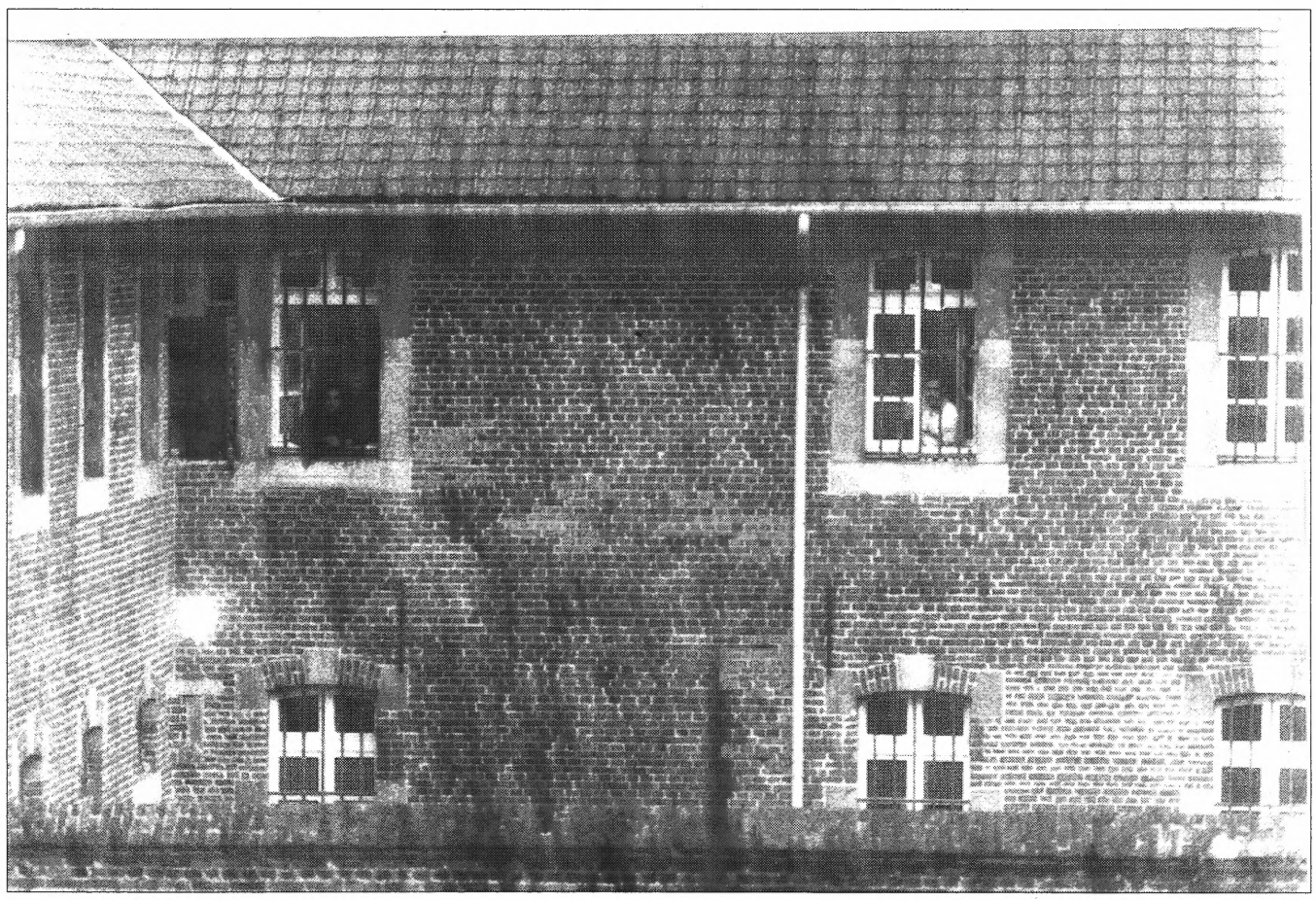
Nous, détenus de la centrale QSR de Moulins-Yzeure, appelons les membres de la CAP et le ministère de la Justice à prendre en compte notre désir légitime d'être traités humainement et justement.

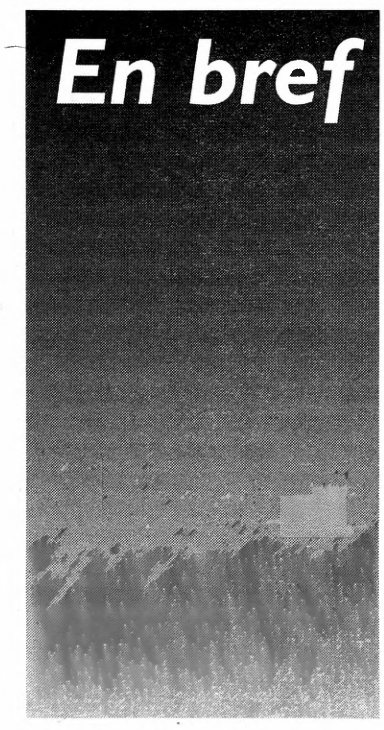
Une non-prise en considération de nos revendications ne pourrait qu'engendrer des actes dont nous sommes prêts à assumer notre part de responsabilité, quel qu'en soit le prix.

A la logique de mort qui nous est imposée, nous avons choisi la vie et la dignité.

La souffrance est une plaie par où l'homme vide son humanité pour laisser entrer en lui la révolte et la haine.

Le Comité des prisonniers.
Août 1996.





Le mercredi 16 octobre 1996, à 19 heures aura lieu au centre Georges Pompidou, salle Jean Prouvé, une table ronde sur « la fonction de l'école aujourd'hui ». Cette table ronde se déroulera dans le cadre de la journée « le temps des livres » et du centenaire de la naissance de Celestin Freinet réunira Louis Legrand (auteur du rapport Legrand), Alain Bentolila (mouvement Freinet), Gabriel Cohn-Bendit (fondateur du lycée autogéré de St-Nazaire) et Jean-Marc Raynaud (initiateur de l'école libertaire Bonaventure).

Le numéro 42 d'Infos et Analyses Libertaires, revues de l'U.R. Sud-Ouest de la F.A. vient de paraître. Il est en vente à Publico au prix de 15 F. Au sommaire : quel cléricalisme pour les anarchistes ? Et aussi : les sans papiers, la Commune de Paris, l'Abolition de la conscription...

« La faille » est journal bimensuel gratuit. On peut se le procurer contre un timbre (2,70 F) à l'adresse suivante : B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 2.

Le numéro 2 de Zéro de conduite vient de paraître. C'est le bulletin du syndicat de l'éducation -Paris de la CNT-AIT. 33, rue des Vignoles 75020 Paris.

L'association des donneurs de voix des libertaires est en train de réaliser une bibliothèque sonore à l'intention des handicapés visuels. Celle-ci sera différente des autres pour son contenu et vous permettra de vous initier et de vous familiariser avec la pensée libertaire. Cette bibliothèque sonore sera composée d'ouvrages littéraires, politiques et philosophiques. Le devenir de celle-ci dépend de vous. Renseignements au 46 26 64 04 aux heures ouvrables ou bien à : Donneurs de voix des libertaires, 93 rue Jeanne d'Arc 75013 Paris.

Liberté à Brême, pièce de R.W. Fassbinder au Théâtre de la Huchette du 10 septembre au 31 décembre. 100 F au lieu de 160 F pour les auditeurs de Radio libertaire et les lecteurs du monde libertaire.

Le numéro 2 du journal lillois « Les voix sans maîtres » est disponible contre cinq timbres à 3 F. 32 pages format A5. c/o Centre culturel libertaire 1-2 rue Denis du Péage.
Au sommaire : Solidarité avec les sans-papiers ; Ya basta Marcos ! ; De l'exclusion à la chasse aux pauvres ; Commando anti-IVG de Valenciennes ; Amiante, il ne suffit pas d'interdire ; Le Pen en rêve, Juppé le fait ; etc.

Exposition (peinture, sculpyures et documents) : « Autour de Bakounine : les anarchistes » du 10 au 19 octobre, du mardi au samedi, salle Bélian, 88, rue d'Havré (Institut supérieur d'architecture) à Mons.

Lettre ouverte

à Monsieur l'inspecteur d'académie,
à Monsieur le principal du collège des Touleuses,
à Mesdames et Messieurs les professeurs d'histoire du collège des Touleuses,
à Mesdames et Messieurs les parents d'élèves des classes de 6e
aux éditions Hatier,

Nous sommes un groupe de parents d'élèves de 6e et nous désirons attirer votre attention sur quelques pages singulières du livre d'histoire imposé à nos enfants. Ce livre a été édité chez Hatier en avril 1996, sous la direction de M. Martin Ivernel.

Nous faisons allusion aux chapitres concernant les Hébreux, le peuple de la Bible et à celui sur la naissance du christianisme.

Si le négationnisme du génocide juif et l'antisémitisme de certains catholiques, aujourd'hui, est notoire, le négationnisme de l'existence même d'un nommé Christ Jésus est trop mal connu. Aussi, par esprit polémique, allons-nous nous permettre de compléter le chapitre sur Christ Jésus, en y apportant quelques remarques.

La plupart des citations de ce chapitre sont tirées de « témoignages » du Nouveau Testament ou d'histoires non contemporaines de la « vie de Christ Jésus ». Une seule citation est contemporaine de Christ Jésus, celle de Flavius Josèphe (p.139).

A ce propos, Raoul Vaneighem écrit dans « La Résistance au christianisme » (éditions Fayard), page 103 : « *La créature dont le corps crucifié et l'esprit de sacrifice ont subjugué deux mille ans d'une humaine civilisation a poussé l'abstinence et l'abnégation jusqu'à ne laisser dans l'histoire aucune trace de son passage.*

Historiens, philosophes, littérateurs, polygraphes, personne au Ier siècle n'a entendu parler du héros des romans évangéliques.

Pline l'Ancien (instruit pourtant de l'existence des Nazaréens), Justus de Tibériade, Juvénal, Martial, Dion Chrysostome, Philon d'Alexandrie, Pétrone l'ignorent.

Flavius Josèphe, observateur attentif d'une guerre des Juifs où il collabore avec les Romains, cite Theudas, Jacques et Simon, fils de Juda de Gamala.

Jamais ne lui est parvenu le moindre écho, si lointain soit-il, de la geste exemplaire d'un nouveau Josué, nommé Jésus par les Grecs; si ce n'est par le truchement d'un copiste qui, dans une version slave du XIIe siècle, ajoute sur Jésus des informations dont l'absence lui paraît inadmissible de la part d'un historien contemporain (…) ».

Bref, il semble que les écrits contemporains de ce Christ Jésus ne parlent pas de celui que les catholiques (et autres chrétiens) semblent si bien admettre, qu'ils prétendent le faire partager à ceux qui doutent même de l'existence d'un « Dieu le père ». Lesquels, historiquement et légalement ont donc séparé les croyants des incrédules en inventant la laïcité et la loi de séparation de 1905.

Les écrits de l'époque montrent plutôt que cet « Angelos Christos » était un mythe pour certaines sectes esséniennes et que le Jésus historique est une invention des catholiques, plusieurs dizaines d'années (presque deux siècles) après l'émergence de croyances messianistes (messie se traduit *christos* en grec).

Même remarque pour les quatre Évangiles qui furent écrits et réécrits pendant plusieurs dizaines d'années pour enfin faire correspondre un ramassis hétéroclite de propagande messianique à une seule « réalité » évangélique, catholique et apostolique.

Quant au contenu insensé dans votre prétendu livre d'Histoire (ou plutôt d'histoires) concernant la vie historique de Christ Jésus, on se demande si cela relève, chez l'auteur de ces pages, d'une crédulité fanatique ou puérile ou d'une bouffée délirante.

La raison, la connaissance, le fait historique, la vérité auraient donc quelque chose à voir avec cette fable grotesque d'un Jésus qui est le « fils de Dieu » et qui fait des miracles (p.138)!

Et pour bien faire « savoir » que l'on n'écrit pas en l'air, on propose un petit jeu mnémotechnique pour enfoncer cette « vérité » dans le crâne de nos enfants (p.149) :

– on voit ainsi un miracle de Christ Jésus : il marche sur l'eau!
– sur une autre image, on le voit sortir de la tombe après sa mort
– et sur une autre encore, on le voit s'élevant vers le ciel!

Nous pouvons aussi vous éclairer sur le dessin de la page 140 qui est censé représenter une « caricature » antichrétienne. Il n'agit nullement d'une caricature antichrétienne mais d'une manière pour les Romains de railler les chrétiens, les accusant d'adorer un âne crucifié. Ils ne faisaient pas preuve de calomnie à l'égard des chrétiens, mais ils évoquaient les messianistes séthiens, sans les distinguer des autres sectes de l'époque. Les messianistes séthiens étaient une des sectes esséniennes du Ier siècle qui adoraient Seth (le « nouvel Adam ») et par attraction analogique avec le dieu égyptien Set, le messie Seth était souvent représenté avec une tête d'âne.

Puisqu'il le faut, évoquons aussi les pages concernant la Bible hébraïque qui est aussi le patrimoine des chrétiens. Peut-on réellement prendre au sérieux, pour rigueur historique : Moïse refoulant les flots de la mer Rouge pour guider son peuple élu par Dieu et recevant de celui-ci les tablettes de la Loi (les fameux Dix commandements) ; la création du monde par Dieu ; la femme qui naît de la côte d'Adam ; Mathusalem qui vit jusqu'à 969 ans, etc.

Tout cela relève de la science ou plutôt de l'histoire-fiction ou peut-être de la psychiatrie.

Soyons sérieux, vous prétendez enseigner les diverses croyances (religions) humaines à nos enfants, soit! Mais faites-le de manière historique et équitable un tant soit peu.

Pourquoi ne pas parler de mythes hébreux comme vous le faites des mythes grecs dans ce même livre ou de la légende de l'existence de Christ Jésus comme vous le faites également pour la légende des origines de Rome?

Nous vous sentons fort partisans et même prosélytes (1).

Peu nous importe que ces croyances soient si bien admises par des millions d'hommes et de femmes!

A une certaine époque catholique, on admettait aussi que les « nègres » et les femmes étaient des animaux (« des êtres sans âme »!), que la Terre était plate et que l'Univers tournait autour d'elle, etc.

Cela n'a pas empêché les chercheurs de vérité d'élever la voix, parfois au péril de leur vie et d'ainsi faire avancer l'humanité vers la raison et la science.

Nous devons donc aujourd'hui relever le flambeau de cette raison, puisque les gourous de l'irrationnel viennent jusque dans nos livres laïques abrutir nos fils et nos filles (pour pasticher un chant célèbre).

Que certains croient à « Super Moïse », « Super Jésus » ou à « Super(e) Noël » c'est leur choix, mais que font ces fables religieuses dans un livre d'Histoire destiné à une école laïque, non catholique?

La liberté républicaine, c'est le choix de ne pas abrutir nos enfants avec de la propagande religieuse, avec l'intoxication et le racket liés à toutes les sectes.

Nous ne considérons donc pas ce livre comme un livre d'Histoire, mais comme un manuel de propagande judéo-chrétienne et le cours d'Histoire comme un cours de catéchisme.

Aussi, nous vous demandons d'abstenir nos enfants de participer à cette démarche prosélyte comme le stipule le règlement des écoles et des collèges.

Pour un collectif de parents d'élèves hérétiques (du grec « hairesis » : choix).
Dominique Duquesne. Cergy le 26 septembre

(1) Prosélyte signifie anciennement « qui se convertit du paganisme au judaïsme »…

Répression antipapiste

OH ! NAIF QUE JE SUIS ! Moi qui avais la faiblesse de penser que la liberté d'expression était encore respectée en France, et que le délit d'opinion n'existait plus. Mon passage à Reims, le 22 septembre 1996, m'a prouvé le contraire.

Tout a commencé lorsque deux membres de *Ras l'Front* et de la CNT de Metz ainsi que deux membres du CALM et moi-même décidâmes de nous rendre à Reims pour rejoindre la manifestation antipapale organisée sur place. Pour gagner la salle où était prévu le rassemblement, nous dûmes traverser le centre ville à pied (tout étant bloqué pour les voitures). Nous avons donc longé le parcours officiel du pape avec nos drapeaux noirs ou noir et rouge repliés. Tout se passait bien jusqu'au moment où quelques membres du service d'ordre nous demandèrent de déplier nos drapeaux pour lire les slogans.

A la vue du « ni dieu ni maître » écrit sur la banderole aux couleurs cénétistes, ils décidèrent que nous étions bons à embarquer, prirent nos papiers, nous plaquèrent contre le mur et effectuèrent une fouille plutôt brutale avant de nous passer les menottes et de nous balancer dans des voitures en direction du commissariat central. Je me permets d'ailleurs de relever la finesse du conducteur qui me garantit qu'« on, allait nous torcher le cul avec des feuilles de plomb ». Arrivés au commissariat, les flics chargés de la « permanence papale » (on aura tout vu!) nous envoyèrent rejoindre quelques libres penseurs détenus pour des raisons identiques. Je tiens particulièrement à vous faire profiter ici d'un extrait du papier que nous avons dû signer pour être relâchés trois heures plus tard.

« Agissant dans le cadre du contrôle de police administrative prévu et réglementé par les articles 78-2 et 78-3 du code de procédure pénale, relatons que ce jour 22 septembre 1996 une importante manifestation se déroule sur notre circonscription en raison de la venue à Reims de S.S. le pape, qu'environ 150000 personnes sont attendues, que certains groupes n'ont pas caché leurs intentions de perturber cette manifestation par des actions plus ou moins violentes et répréhensibles (étudiants, libres penseurs, personnes ne partageant pas la position de l'Église sur la contraception), que dans le but de prévenir ces troubles prévisibles, il a été tenté de contrôler sans succès l'identité d'une personne qui a alors été conduite au service. Faisons comparaître à 16h15 M. Z… et l'informons qu'il doit nous décliner son identité et en justifier par tous les moyens… » Je constate donc que notre mise en « détention préventive » pour vérification d'identité n'est aucunement justifiée puisque nous avons présenté nos papiers dès notre arrestation, contrairement à ce qui est signalé ici.

Grossièretés diverses

De plus, ce que nous avons vu et entendu durant notre détention a de quoi faire froid dans le dos. Quatre jeunes maghrébins venaient d'être arrêtés pour avoir prétendument escaladé le mur d'une maison dans l'intention d'y rentrer par effraction. Deux avaient dix-huit ans et les deux autres quinze ans. L'inspecteur commença par promettre l'expulsion à l'un des majeurs, SDF de nationalité algérienne. Puis il demanda à l'un des mineurs s'il voulait un avocat; le jeune lui donna le nom du sien, mais ne pouvant se rappeler son numéro de téléphone, il se vit répondre par le flic : « Tu crois quand même pas que je vais le chercher dans l'annuaire, t'auras l'avocat commis d'office… ».

L'heure suivante fut ponctuée par des sentences du genre : « Bon, le papier, tu le signes ou pas, moi je m'en fous mais j'ai pas le temps que tu le lises »; « De toute façon, il y a de la place dans le quartier des mineurs » ou encore « Si tu veux que je te file une peignée devant tout le monde, t'as qu'à le dire ».

La fouille au corps de ces jeunes se déroula même la porte ouverte en ce qui concerne l'un d'entre eux! Comme vous pouvez le constater, le respect de l'humain n'est pas la préoccupation principale des forces répressives, et ce respect semble même être inversement proportionnel au bronzage de l'individu détenu.

Pendant ce temps-là, nos amis avaient défilé, encadrés par les renseignements généraux. L'un de ces derniers se faisant traiter de collabo et de nazi alla jusqu'à répondre : « Et fier de l'être ». Un collectif de soutien s'organisa en notre faveur et attendit notre libération.

Je tiens à remercier Jean-Paul II grâce à qui nous avons pu voir le vrai visage de la République qui glisse doucement vers le fascisme (pour ceux qui en douteraient encore). Nous avions déjà pu constater qu'il était interdit de se proclamer en faveur des sans-papiers, l'anticléricalisme semble être également interdit. Sera-t-on bientôt passible de prison pour avoir critiqué la politique du RPR?

Je vous ai gardé pour la fin la phrase d'un flic à notre relaxe : « Ici tout s'est bien passé, mais si vous comptez aller à Paris l'année prochaine, apprenez à nager, la Seine est profonde et nos collègue moins sympas! ».

A se tordre de rire, l'humour dans la police, non?

Zombi
groupe Caussimon. Nancy

LA LIBRE-PENSÉE ET LA VISITE DU PAPE
IN MEMORIAM

IL EXISTAIT naguère encore une organisation amie, ayant fait en grande partie du nécessaire combat antireligieux sa salutaire spécialité, et où bien des libertaires, depuis sa fondation jusqu'à récemment, ont pu se sentir à l'aise.
Il nous faut aujourd'hui l'annoncer non sans tristesse : dans l'esprit, cette organisation n'est plus !

Nervis et coucous

Au mois de juillet 1995, après l'exploit musclé de quelques jeunes nervis trotskistes ayant exercé leurs talents de cogneurs sur de vieux adhérents libres-penseurs, le groupe Maurice-Joyeux de la Fédération anarchiste évoquait ici même la mainmise du Parti des travailleurs sur la Libre-Pensée. Cet article (1) et le ton employé à l'égard de ceux que nous appelions alors et qualifions aujourd'hui encore de voyous lambertistes avaient entraîné quelques réactions, aussi agressives que médiocres, d'une poignée d'éternels naïfs, gogos à vie et fiers de l'être, mais aussi des complices de longue date de ces parasites aux mœurs de coucous.
Comme on pouvait le prévoir – et le craindre –, cette mainmise du Parti des travailleurs (de l'ombre) sur la Libre-Pensée, évidence qui ne semble plus échapper aujourd'hui qu'à certains de ses adhérents, a détourné cette dernière organisation de sa trajectoire habituelle pour lui faire emprunter le sens de l'Histoire, sous la conduite de gourous d'une secte ultra-autoritaire dont tout le monde s'accorde à reconnaître, y compris parmi les autres composantes du mouvement trotskiste, qu'elle est un repaire de fieffées canailles.
Compte tenu de ce qui apparaît, hélas ! comme une irréparable atteinte à l'indépendance traditionnelle de la Libre-Pensée vis-à-vis des groupes politiques constitués, il est permis de penser que le déclin probable de cette organisation, dès lors que les magouilles et combines de ses actuels dirigeants empesteront trop fort pour que la maison reste fréquentable, constituera sans doute ce qui peut désormais lui arriver de mieux. Si les résistances internes à cette sale opération de prise en main devaient échouer dans leur tentative de ramener la Libre-Pensée sur ses rails, nous contribuerons alors ouvertement, dans la mesure de nos moyens, à ce déclin.
L'illustration éclatante de la dérive pitoyable de cette néo-Libre-Pensée lambertisée nous a été offerte à l'occasion de la récente visite en France de l'affreux vieillard du Vatican.
Ouvertement placée, à grands renforts de déclarations tonitruantes outrageusement réactionnaires, sur le terrain d'une reconquête cléricale agressive et particulièrement rétrograde, cette visite exigeait la mobilisation des athées, antireligieux, libres penseurs et laïques. Dans ce combat, on pouvait logiquement s'attendre à ce qu'une organisation comme la Libre-Pensée jouât un rôle qui n'aurait pas dû effrayer ses animateurs pétéisés : celui de l'avant-garde. Il n'en a rien été ! Au contraire, l'histoire retiendra de cet épisode un étonnant effacement, une curieuse discrétion, de soudains revirements de la Libre-Pensée nationale qui confinent, affirment quelques mauvaises langues, au quasi-sabotage de certaines manifestations antipape. Dans le même temps, une relation honnête de cet événement soulignera que l'évident recul opéré par les divers porte-parole de l'Église avant l'arrivée du pape, et par Wojtyla lui-même durant son séjour, doit tout à l'ampleur des réactions violemment hostiles à ce voyage, et donc pratiquement rien à la Libre-Pensée.

Blondel et Debré

Á mesure que s'approchait en effet la date d'arrivée en France de l'apostolique et blindée papamobile et de son passager, le bureau exécutif de la Fédération nationale de cette organisation fera connaître d'hallucinantes décisions, à travers deux communiqués officiels qui resteront dans les annales comme des chefs-d'œuvre de capitulation grotesque pour l'un, honteuse pour l'autre. Communiqués où, par parenthèse, l'essentielle critique de la visite papale réside, selon les auteurs, dans son financement public. Que l'Église ait eu le bon goût de payer l'escapade de son caïd en jupons blancs, et la Libre-Pensée n'avait plus rien à dire... Consternant !
Le premier de ces communiqués battant la retraite a donc pour objet d'annuler le meeting laïque prévu le 21 septembre à Tours, lieu de résidence du pape durant cette visite. Pourquoi ? « ... pour ne dresser aucun obstacle au rassemblement des salariés pour la défense de leurs droits collectifs. » Mais que se passait-il donc de si important sur le front de la lutte des classes pour que la Libre-Pensée déserte ainsi la lutte anticléricale au moment où l'hystérie catholique bat son plein ? Ce communiqué, bien sûr, nous l'apprend : « une initiative syndicale d'ampleur « est organisée au même moment à Paris, à l'appel de la seule confédération Force ouvrière... celle-là même que les militant du Parti des travailleurs infiltrent de longue date en lorgnant les postes clés. Disons-le tout net : naïfs et complices affligeants évoqués plus haut auront bien des difficultés à nous convaincre que la Libre-Pensée eût pris la même décision pour ne pas entraver semblable initiative de la CGT, de SUD ou... de la CNT.

Blondel d'abord, le pape peut attendre... Navrant !

Dans le second communiqué, le secrétaire général du bureau exécutif de la Libre-Pensée et membre du Parti des travailleurs, Christian Eyschem, prétexte de « provocation, qui se préparent à l'occasion de la venue du pape » pour annoncer que son organisation ne participerait plus à aucune manifestation de rue. De fait, la Libre-Pensée brillera par son absence lors de la manifestation parisienne du 22 septembre, l'honneur étant fort heureusement sauvé par le groupe Commune de Paris-André Lorulot qui, imperméable aux directives trotskistes, défilera à nos côtés. Seul donc fut maintenu le meeting du dimanche, à Reims. Nos courageux, mais guère téméraires, avant-gardistes révolutionnaires prirent soin d'en fixer au préalable les modalités auprès des intéressés. Après avoir fixé le lieu de rendez-vous des véhicules, voici comment les choses devaient se dérouler, toujours selon le communiqué précité : « puis une escorte de la police nationale nous conduira vers 10h45 au lieu du meeting (...) les participants se rendront directement dans la salle. Á la fin du meeting, tout le monde remonte dans son véhicule et de nouveau la police nationale nous escortera jusqu'à l'autoroute... » La pensée libre se rendant sur son lieux d'expression escortée par ses anges gardiens, quoi de plus émouvant ? Surtout quand le bureau exécutif précise qu' « il a donné son accord aux autorités sur ce déroulement » car « il y va de l'image de marque de la Libre-Pensée » (sic).

Après Blondel, Debré avec nous !... Désolant !

Á Tours, à Lorient, à Reims et à Paris, il n'y eut pas plus de provocation que de libres penseurs au Parti des travailleurs. On n'y vit guère non plus la Libre-Pensée (3). C'est plus triste mais faut-il s'en étonner ? Les stratégies forcément savantes des dialecticiens hors de pair du PT qui les amènent, paraît-il, à fréquenter de hauts personnages de la République, stratégies auxquelles des révolutionnaires non professionnels ne peuvent rien comprendre, y sont pour beaucoup. Peut-être n'est-il pas insensé de supposer que les saines manifestations contre la venue du pape, présentées par une presse quasi unanime comme un « autre fanatisme », un « intégrisme laïque », et fortement teintées d'esprit libertaire ont amené nos libres-penseurs-cogneurs, soucieux de reconnaissance et avides de « bonnes places », à éviter les « mauvaises fréquentations ».
Il existait naguère encore une organisation amie ... (voir début)

Groupe Maurice Joyeux

(1) Voir *Monde Libertaire* hors-série n° 4, été 1995.
(2) Comme nos amis du groupe Commune de Paris-André Lorulot, de la Libre-Pensée, animateurs de « La matinée anticléricale », sur *Radio-Libertaire*, 89.4, le dimanche de 10 heures à 12 heures.
(3) Á l'exception de sections refusant l'allégeance à la direction pétéisée.

Paris, Reims : *police partout...*

En lançant la campagne « Souhaitons la malvenue au pape », les anarchistes en général, la FA en particulier ont apporté un point de vue cohérent dans cette campagne anticléricale : contre l'ordre moral ; pas d'argent public pour les curés ; non à la charité ; contre la misère pas de prières, pas d'élus... des luttes sociales.

Rarement campagne d'opinion aura suscité autant de réactions haineuses. En effet, ces dernières ne manquèrent pas. En face, « on » se devait de réagir. D'abord par une campagne de presse d'extrême droite (*Minute, National hebdo, Présent*) mais aussi (cela ne devrait pas surprendre les lecteurs du Monde libertaire), dans toute la presse soutenant le consensus social actuel (*Valeurs actuelles, la Croix, Libération...*) :

- Lucifer mobilise ses troupes ;
- Bombes en Vendée : tout était dans la presse « gauchiste » (*Charlie Hebdo* et le *Monde libertaire*) ;
- Attentats anarchistes : enfin un évêque répond ;
- Jean-Paul II : pourquoi tant de haine ?
- La grotesque vision de Jean-Paul II des papaphobes ; etc.

Manque de pot, cela n'a pas marché. A Lorient, plusieurs milliers de personnes participèrent à la journée organisée par la Fédération anarchiste et la Libre-Pensée du Morbihan. Ailleurs, toutes les réunions, les meetings, les actions programmées par les collectifs locaux rencontrent un franc succès.

Le mouvement anarchiste se trouve au centre, à l'initiative de la plupart des actions entreprises contre la venue de Jean-Paul II. A gauche, mais aussi dans l'extrême-gauche ou dans la gauche radicale (ça vient de sortir !), les perspectives électorales prennent largement le pas sur la campagne pour la laïcité. Déjà, à Lorient, des organisations se dégonflèrent et refusèrent de manifester sous le prétexte que le rassemblement ne serait pas suivi. Les autres furent à deux doigts de tout arrêter : ce pauvre Karol est quasiment mort... Les forts en gueule de la lutte contre l'ordre moral ou le fascisme en ont peur.

L'État s'aperçoit rapidement qu'il a sous-estimé la mobilisation. Il change de tactique. En catastrophe, il va essayer de décrédibiliser le mouvement en organisant des provocations.

Décrédibiliser le mouvement

C'est ainsi qu'à Reims des militants n'auront pas le temps d'arriver et de déployer leurs banderoles : ils seront arrêtés et retenus plusieurs heures.

A Paris, lors de la manifestation nationale du 22 septembre, le stand de Radio libertaire est presque prêt quand, à midi, des éléments de la 4e brigade d'intervention exigent l'évacuation de toute présence anarchiste sur le cortège. Discussions : nous demandons à voir les chefs... Hésitations des flics devant notre détermination. Comme dans les mauvais feuilletons, les « civils » se cachent, demandent des ordres au QG. La ficelle est trop grosse, l'attitude volontairement agressive des flics pue. Quelques minutes plus tard, les keufs de la 4e chargent et emportent notre banderole et une partie du stand.

En moins d'une heure, ils reviendront au moins deux fois place de la République et essaieront de nouveau de provoquer des incidents. Leur dernière tentative fut pitoyable : encerclés par les militant(e)s, ils furent sommés de s'expliquer devant les caméras de TF1. Ils sont partis sous les huées des manifestants du cortège libertaire (FA, OCL, Réflex) et de la CNT : Police partout, justice nulle part ; C'est J-P II qu'il faut chasser pas les immigrés.

La visite papale a été pour nous, non pas une fin en soi, mais le moment d'amorcer une contre-offensive laïque et sociale. Rien ni personne n'aurait pu nous empêcher de manifester. Comme Jean-Paul a l'intention de revenir en août 1997, ce n'est pas fini... Qu'on se le dise !

Wally

La BAP en lutte

Les ouvriers de la BAP (Bourguignonne d'applications plastiques, usine qui dépend du groupe Carnaud Metalbox) occupent les locaux de l'entreprise depuis le 10 juin. L'agglomération dijonnaise est couverte d'affiches et d'autocollants « la BAP vivra ». Les manifestations se succèdent. Pour quelles raisons, avec quelles perspectives? C'est ce que nous avons essayé de savoir le 15 septembre par cette interview. Nous avons interrogé deux ouvriers, Jeannette et Jacky (délégué syndical CFDT, la CFDT étant largement majoritaire à la BAP). Précisons encore que leurs propos n'engagent qu'eux et non la totalité des personnes en lutte.

Environ 500 personnes sont venues à la manifestation du jeudi 19 septembre – où étaient présents des employés de L'Épée –, mais la situation reste toujours identique. La direction n'est même pas venue à la confrontation à la préfecture. Elle a réclamé un délai supplémentaire, en prétextant qu'elle voulait « améliorer les propositions faites jusqu'à présent » Laissez-nous rire! Prochaine manifestation le 27.

Scalp - FA Dijon

Question : Raisons et chronologie de la lutte?

Jeannette : Nous sommes en grève avec occupation des locaux depuis le 10 juin, date à laquelle nous avons appris la fermeture de l'usine pour cause de délocalisation. 120 ouvriers sur 175 occupent les locaux 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. On a participé à diverses manifestations et fait des ventes de soutien.

Jacky : La direction a tenté une action en justice après trois semaines de grève environ pour demander l'expulsion des grévistes. Elle a perdu sur toute la ligne parce que, dans le même temps, on intentait un procès à la direction parce qu'elle avait commencé à sortir des machines et des moules dans notre dos depuis longtemps. Elle a été condamnée et déboutée de sa demande d'expulsion, le tribunal estimant que la manière dont se déroulait le conflit ne constituait pas une atteinte à la liberté du travail, qu'il n'y avait donc pas de trouble à l'ordre public. Nous n'avons donc pas été délogés par les CRS. Mais la direction a fait appel, et elle essaie de nous pousser à la faute pour obtenir une décision de justice qui lui donnerait raison.

Q. : Vous réutilisez le matériel pour des ventes de soutien?

Jeannette : Oui, on a remis une machine en marche pour fabriquer des flacons qu'on remplit d'eau de Cologne et qu'on vend comme flacons de solidarité. Ça marche bien, on va sur différents lieux, on a des commandes qui viennent d'un peu partout. Beaucoup de comités d'entreprise sont solidaires.

Jacky : Il faut ajouter que certaines machines ont tourné lors d'une journée portes ouvertes le 13 juillet.

Q. : Considérez-vous que l'usine vous appartient en un certain sens, que vous avez plus de légitimité que le patron sur le matériel?

Jeannette : Oui, l'usine nous appartient en quelque sorte. Elle a ouvert en 1964 et la plupart d'entre nous ont 25 ou 30 ans de boîte.

Jacky : Que l'usine et le matériel nous appartiennent, c'est évident. La plupart des machines ont été amorties avec l'argent que nous avons fait gagner aux groupes successifs et à Carnaud Metalbox en particulier. De même pour les bâtiments, tout cela nous appartient.

Q. : Trouveriez-vous normal de rouvrir à votre compte en l'absence d'un repreneur si le rapport de force le permettait?

Jeannette : Certains ouvriers seraient pour, le problème, c'est l'apport de capitaux de financement.

Jacky : C'est une solution qu'on a envisagée dès le départ comme solution extrême s'il n'y avait aucune chance d'autre part. En effet, il ne suffit pas de reprendre, il faut ensuite commercialiser. On ne connaît pas la réaction des clients de la BAP face à une reprise par le personnel. Quant à celle du groupe CMB (il faut préciser qu'il s'agit d'une grosse multinationale), qui deviendrait notre concurrent, on l'imagine aisément. Il aura encore des comptes à régler avec nous. C'est donc quelque chose de difficile, mais qu'on continue à envisager. Nos experts vont venir nous présenter un projet de reprise par le personnel.

Q. : Dans le cas d'un racheteur potentiel – apparemment, c'est la situation qui se profile – seriez-vous prêts à vous battre pour maintenir ou même améliorer vos conditions de travail?

Jeannette : On voudrait être repris au même salaire si ça rouvre. Mais si on veut qu'ils reprennent tout le monde, on fera certainement moins d'heures. On voudrait que ce soit sans réduction de salaire mais ce sera difficile à obtenir.

Jacky : La priorité est la survie de l'entreprise et la préservation de l'emploi. Nous exigeons que les 120 personnes en lutte soient reprises, mais une de nos revendications est la diminution du temps de travail, et elle pourrait intervenir si la direction n'avait pas les 120 postes à occuper. Mais on ne peut imaginer faire des concessions supplémentaires à un repreneur ou à CMB. De toute façon, dans le futur, les revendications salariales, de conditions ou de durée du travail seront toujours présentes.

Q. : Quels sont vos rapports avec les autres usines en grève (Texor, Colorfil, L'Épée...)?

Jacky : On les soutient, on se soutient mutuellement dès que possible. On a des liens plus étroits avec les copines de L'Épée qui viennent d'être évacuées, on l'a appris ce matin, et qui vont manifester jeudi avec nous. On s'est sentis plus proches de ces femmes qui se battent depuis huit mois pour la survie de leur entreprise, et qui menaient un combat du type du nôtre, c'est à dire occupation, quelque chose de très offensif, alors que les gens de Texor et autres étaient plus passifs, sur la défensive. Il n'y a pas eu de grèves ou d'actions, on a eu l'impression qu'ils subissaient les événements plutôt que d'essayer de les créer.

Q. : Jeudi, vous appelez les autres professions a vous rejoindre dans la manifestation que vous organisez?

Jeannette : Oui, on appelle à un soutien des sections syndicales et de toutes les personnes qui veulent venir. Cette manifestation est pour la deuxième réunion à la préfecture avec la direction, pour porter nos revendications, en particulier pour les plans de préretraites.

Jacky : Il y a un appel intersyndical CGT, CFDT, FSU pour que le mouvement soit le plus large possible, le plus unitaire possible. On aimerait bien voir les gens, les travailleurs derrière nous.

Q. : Quelles sont ces revendications s'agissant des préretraites?

Jacky : On demande que CMB finance les départs anticipés à 53 ans en préretraite légales (56 ans 1/2). Ça se pratique couramment dans les gros groupes. C'est une demande forte, les gens qui ont bossé trente ans ici ne demandent qu'à se barrer, ça permettrait de faire sortir une quarantaine de salariés dans des conditions qui pourraient être acceptables. CMB prétend qu'il ne peut pas financer. Ça nous fait doucement rigoler. CMB a fait 820 millions de francs de bénéfices après impôts l'année dernière, ce qu'on demande ne leur coûterait rien! Ils essaient de faire du chantage sur nous et les pouvoirs publics pour que, s'ils financent le départ avant 55 ans de certaines personnes, en échange on accepte leurs conditions.

Q. : Dans le cas d'un futur mouvement social, comptez-vous resituer la BAP dans un mouvement plus général?

Jeannette : S'il y a un mouvement fin septembre ou en octobre, nous serons solidaires. D'ailleurs, ils ont peur que notre combat fasse boule de neige, que ça aille plus loin. C'est pour ça qu'ils voulaient que notre lutte soit terminée au 1er septembre. Nous voilà au 15 et nous sommes toujours là.

Jacky : Pour la plupart, les gens de la BAP n'avaient jamais fait de manifestation avant ce conflit; bien sûr, ils vont en sortir changés; bien sûr, le mot solidarité n'aura plus le même sens qu'avant pour eux. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, ils auront quand même, et à juste titre, l'impression d'avoir déjà donné leur part. C'est difficile de se remettre en grève quand on vient d'y passer trois mois, mais pour les manifestations les gens seront prêts à se mobiliser.

Q. : Et pendant le mouvement de novembre-décembre derniers?

Jeannette : On a participé aux manifestations, on a perdu des heures pour rejoindre des secteurs en lutte.

Jacky : La BAP a toujours été de tous les mouvements sociaux, à l'intérieur comme à l'extérieur. Elle a participé activement, tout au moins les militants et les syndiqués, aux mouvements de novembre/décembre 1995 (débrayages, manifs). Mais ça n'a pas été très suivi à cause des fortes menaces sur l'emploi.

Q. : La réduction du temps de travail est-elle un mot d'ordre capable de coordonner toutes les luttes? Quelles autres perspectives?

Jacky : Sur la réduction du temps de travail, on a été en quelque sorte des pionniers. En 1980, on a fait 47 jours de grève avec comme revendication les 35 heures. On n'avait pas obtenu satisfaction, mais un an plus tard à l'issue de négociations, on a obtenu des avancées : on est maintenant à 37 h 30/38 heures. Ici, à la BAP, il ne se faisait pas d'heures supplémentaires, on a toujours bloqué syndicalement là-dessus.

On n'est pas au bout de la réduction du temps de travail, c'est évident. Ça restera toujours une de nos revendications. Une loi européenne permet maintenant de réduire le temps de travail sans que ça coûte un centime aux patrons, avec des exonérations de charges.

Dans ce cas, il serait bien sûr anormal qu'il y ait une réduction des salaires.

D'autre part, on ne peut pas imaginer des réductions de salaire pour des gens qui touchent 6000 ou 7 000 F par mois. Qu'il y ait une forme de « partage », que la masse salariale évolue moins, que certains hauts salaires participent au financement d'une partie de la réduction du temps de travail, OK, mais pas pour les bas salaires.

Réintégration de neuf licenciés de la Comatec

Au mois de juin de cette année, après une grève très dure sur le chantier de Bobigny, la direction de la Comatec (nettoyage du métro) décidait le licenciement de 12 adhérents CNT dont 2 délégués du personnel.

Dans un premier temps, les délégués ont été réintégrés, après refus de l'inspecteur du travail d'entériner leur licenciement.

Dans un deuxième temps, après un parcours juridique marathonien, le tribunal des prud'hommes de Bobigny vient de décider la réintégration de 9 employés sur 10, devant la nullité des charges pesant sur les grévistes, et d'astreindre la direction de la Comatec à verser 1700 F d'amende par jour et par personne en cas de non réintégration.

Pour le dixième gréviste non réintégré, la CNT a décidé de faire appel.

CNT

A LA PETITE SEMAINE

Les Diafoirus du social

Une société profondément malade se reconnaît entre autres à la quantité de projets de lois que ses tares suscitent.

Racisme, mauvais traitements de l'enfance, violence télévisuelle, travail clandestin, sexisme, délires d'historiens véreux, voilà pour l'heure quelques-uns des maux promis à une disparition prochaine grâce à des textes bien sentis nés de la proverbiale sagacité des représentants du corps législatif.

Que n'y ont-ils songé plus tôt ? Tous ces méfaits ne seraient plus aujourd'hui que mauvais souvenirs de mauvaises maladies sociales traitées avec l'efficacité légendaire des médecins de Molière, telles la prostitution depuis l'interdiction du racolage sur la voie publique, et bientôt la pauvreté quand la mendicité sera chassée par décret des centres villes.

Après avoir ainsi pansé les plaies d'un corps social malade, ne restera plus à nos Diafoirus de la politique qu'à rendre obligatoire, illusoire mais légal, le bonheur d'individus irresponsables mais protégés, dans un monde barbelé de textes de lois, aussi exaltant qu'une infirmerie de caserne.

Floréal

Christine Pascal

Christine Pascal avait joué depuis 1973 dans une trentaine de films. Les cinéphiles d'ici se souviennent sûrement de l'Horloger de Saint-Paul, Que la fête commence réalisés par Bertrand Tavernier, La Meilleure Façon de marcher, de Claude Miller, Coup de foudre, de Diane Kurys, peut-être moins d'une des œuvres emblématiques de la décennie 70, Les Indiens sont encore loin, de la Suissesse Patricia Moraz.

Désireuse de concilier une carrière d'actrice et de metteur en scène, Christine Pascal se porta en 1978 derrière la caméra. « Il fallait que je passe à l'acte », précisa la Lyonnaise dans une interview à *Première* (août 1995).

Elle comptera cinq longs métrages à son actif. Elle détestait le consensuel, les sexuellement et moralement corrects ainsi que les concessions artistiques. Avec La Garce (1984), elle s'attira l'ire des féministes pures et dures : Aline (Isabelle Huppert) est amoureuse du policier (Richard Berry) qui la viole à deux reprises... Adultère mode d'emploi (1995) resta largement en deçà de l'intention affichée : relever le défi de L'Empire des sens, de Nagisa Oshima (1975).

En 1982, Christine Pascal avait acquis la nationalité helvétique. Le 30 août, elle s'est défenestrée du troisième étage d'une clinique psychiatrique à Garches. Le 29 novembre, elle aurait eu quarante-trois ans ...

René Hamm

CINEMA

Fourbi. Alain Tanner

Ça COMMENCE avec un travelling latéral, une jeune fille marchant d'un pas guilleret, walkman sur les oreilles, le long du Rhône, à contre-courant. Elle se prénomme Rosemonde (Karin Viard). Il y a six ans, elle avait occis aux ciseaux l'homme qui avait tenté de la violer. L'agence Communications 2 000 participe au montage d'une nouvelle chaîne privée sur le câble. La grille des programmes comportera une série, basée sur des « faits divers réels », que sponsorise Doggy Bag, fabricant de pâtée pour chiens. Kevin (Robert Bouvier), yuppie à queue de cheval qui ne sort que rarement sans son handy et son micro portable, contacte un pote écrivain, Paul (Jean-Quentin Châtelain), qu'il charge de scénariser l'histoire (sexe, sang, acquittement...) de Rosemonde. Celle-ci a touché une avance substantielle, mais ne veut plus entendre parler du tragique événement. En partant de ce dernier, Paul souhaite dresser « un état des lieux, du merdier dans lequel on patauge tous ». Le même, en bien pire, qu'il y a un quart de siècle, lorsque Rosemonde (Bulle Ogier) était *La Salamandre* et qu'Alain Tanner s'imposait comme le « chef de file du nouveau cinéma suisse ».

« Dans le marasme de cette fin de siècle, il est temps de revenir à une prise de parole, à du discours sur la société... »(1), déclarait Alain Tanner, lors des dernières Journées cinématographiques de Soleure en janvier. Ainsi, Paul, « lumpenprolétaire » de la plume, constate avec un désenchantement fourbu : « c'est tout ce qui nous reste, l'économie. Y a plus de politique ni de culture ni de nature ». Rosemonde accepte de se balader une journée entière et de noter ses impressions, exercice pour les apprenti(e)s acteur(trice)s que lui a suggéré Marie (Cécile Tanner), comédienne stagiaire espérant interpréter à l'écran le rôle de la meurtrière. Prise de conscience : « Là, tout d'un coup, je les ai trouvées dégueulasses, les bagnoles, mais vraiment... ». Tout comme « déballer sa vie devant tous ces cons ». Paul tombe amoureux de l'héroïne, dont le compagnon Pierrot (Antoine Basler) vivote en acceptant des combines boiteuses. Marie renonce à « cuisiner » Rosemonde. Le projet, qui devait devenir « interactif » (les téléspectateurs auraient été sollicités pour choisir, par vote téléphonique, celle des deux fins qu'ils eussent préféré!), tombe à l'eau. Le producteur (Jacques Roman) resitue le distinguo : « Le cinéma, c'est pas comme les conserves. La création se fait avec des humains, pas avec des clébards. » De guerre lasse, le boss de Doggy Bag (Jed Curtis) renonce à récupérer les 50 000 FS déjà investis.

Les aliments des boîtes offertes par la firme ne réussissent pas à Fourbi, le toutou de couple. Les quatre amis et l'animal se promènent sur la rive droite du fleuve en suivant son flot vers la mer. Rosemonde ralentit le pas : « N'oubliez pas que je suis enceinte! ». Seule Marie l'entend et l'attend. « La rose du monde » gardera l'enfant. La question de la paternité ne préoccupera que plus tard les protagonistes, hors cadre, *out of the movie*. Avec son quinzième long métrage fictionnel, le réalisateur de *Messidor* nous rappelle quelques vérités d'évidence sur le fric-roi, support et but de tout « business », « les autoroutes de l'information », les manipulations de leurs propagandistes, la nécessité vitale de préserver une capacité de rébellion contre l'air du temps. D'œuvre en œuvre, le genevois répand un message immuable; les femmes, plus intègres que leurs congénères de l'autre sexe, sauveront ce qui peut encore l'être. Ça s'appelle la pure utopie, non, cher cinéaste?...

René Hamm

LA TELE DE QUAT'SOUS

Rencontre avec Télé Bocal

LOCAL BANAL BOCAL... On est comme dans un bocal ici, c'est un village. Quand je passe le carrefour, c'est l'étranger. Mon quartier, c'est la rue de Bagnolet, de la Flèche d'or au Goumen bis. Le squatt a été ouvert en 86. Lorsque nous sommes arrivés, le lieu avait déjà une implantation sociale. Il y a une certaine reconnaissance, mais nous sommes toujours expulsables.

Quand il y avait très peu de postes, la télévision réunissait les gens. Maintenant, c'est un facteur d'isolement. Nous voulons retrouver cette convivialité. Ce que je reproche aux programmateurs, c'est de vouloir penser à la place des gens.

Notre premier point de diffusion a été le Piston Pélican, le café voisin du squatt. Le patron m'a confié : « On ne s'attendait pas à aussi bien. » Ils pensaient voir du social, avec un son inaudible, et une image d'amateur. Nous ne nous inscrivons pas dans cette mouvance. Nous nous attachons à la qualité technique. Notre ton c'est l'humour, à la *Charlie Hebdo*. Nous ne voulons pas être attristés par ce qui est triste. Nous voulons réagir, montrer les côtés positifs : oui c'est un quartier pauvre ; et alors ? On en a assez d'entendre : « C'est un quartier de drogués et de délinquants. » Il faut arrêter de montrer les gens du doigt.

Nous les aidons à réaliser leurs idées, ils participent aux courts métrages. Nous avons un feuilleton où ils jouent leur propre rôle et improvisent sur le canevas que nous avons fourni.

Nous démontons les mécanismes de manipulation de l'information : nous diffusons successivement des commentaires différents sur des bandes images identiques.

Nous faisons des « micros trottoir », des canulars et du détournement. On me dit parfois que je vais un peu loin, mais c'est qu'on m'a tendu la perche. Il n'y a jamais eu de plainte.

Nous tournons aussi des reportages : quand nous apprenons qu'il y a une expulsion, nous partons avec la caméra, nous avons suivi le collectif *Souriez vous êtes filmés*, couvert le conflit de l'amiante à Jussieu, les manifestations anti-pape...

Nous n'avons pas de subvention. Nous avons des adhérents, abonnés à notre bulletin mensuel pour 100 F par an. Le matériel est prêté. Nous sommes bénévoles.

Tous les derniers samedis du mois, nous émettons simultanément au Goumen bis, au Piston Pélican et à l'Abadidon. Nous faisons aussi des rétrospectives à la Flèche d'or et des projections ponctuelles dans d'autres lieux.

Quand nous le pouvons, nous achetons des postes. Le jour de la diffusion, nous venons avec la cassette, la télé et le magnétoscope. De plus en plus, nous organisons des retransmissions inter-quartiers : nous allons jusque dans le XIIIe, et même dans le XVe...

Michèle Rollin

Contact : Télé-Bocal et son bulletin Téloche, auquel vous pouvez envoyer vos informations :

2 bis Cité Aubry Paris XXe
tél. : 43 48 02 08
Le réseau de Télé-Bocal :
chaque dernier samedi du mois à 22 h.
Goumen bis, 2 bis Cité Aubry
Piston Pélican, 15, rue de Bagnolet,
l'Abadidon 144, rue de Bagnolet
Prochaine diffusion : le 26 octobre, retransmise simultanément à la Goutte rouge de la Goutte d'or, pour l'ouverture du musée de Babarama, lieu multimédia vivant. Avec les Hommes du Monde. 19, rue Polonceau, XVIIIe
Et le 3 Octobre à 21 heures au Breguet 22 rue Falguière XVe,
le 9 à 23 heures à l'Alibi, 11, rue Lapeyrère XVIIIe, le 10 à 21 heures à l'Oreille cassée 6, rue de la Main d'Or XIe, le 19 à 22 heures au Gobe Lune 14, rue de Bagnolet, XXe,
le 29 à 21 heures à la Flèche d'or, 102, rue de Bagnolet,
le 30 à 22 heures à La 25e image 9, rue des Récollets XXe.

dépêches

No Zele TV toujours en quête de local

Peyotl organise chaque premier dimanche du mois de 12 à 14 h des « apéro-vidéos » en appartement. Entrée libre. 71 rue de Bagnolet (Interphone Peyotl). Chaque dernier jeudi, vidéomathon au Couvent 69 rue Broca, XIIIe à partir de 20 h, écran ouvert à 23 h. Entrée : 20 F avec demi.

Les Hommes du Monde en concert à la 25e image le 11 octobre.

Paul Carpita présentera son film ***Les sables mouvants*** le 3 à Arles, le 4 à Saint-Etienne, le 5 et 6 à Montignac, le 7 à La Courneuve, le 8 au Havre, le 9 à Rouen.

RADIO LIBERTAIRE
mercredi 9 octobre à 18 h 30 :
Femmes libres reçoit Maurice Rajfus, auteur de « La police hors la loi », à propos des bavures.

Entartage à la messe

Attentat pâtissier à la cathédrale de Nantes

Le 8 septembre dernier, des croyant(e)s et pratiquant(e)s catholiques nantais sombrent dans l'horreur. Pour ces défenseurs de la messe et des commandos anti-IVG intervenant avec la bénédiction papale dans les hôpitaux, l'inimaginable s'est produit. Un groupe de personnes (laïcs, provocateurs, anarchistes, juifs (1) – la presse n'a pas d'informations très précises à ce sujet – ont perturbé le cours de l'office en lançant des tartes à la crème sur le prêtre, ainsi que des capotes gonflées d'eau dans l'assemblée et en déployant une banderole : « La capote, pas la calotte ! » Cette inconvenante intervention a été d'ailleurs largement relatée par la presse et a provoqué un micro-drame dans la bonne ville de Nantes.

De toute évidence, le slogan, souvent repris dans les cortèges libertaires « Ils occupent nos hôpitaux, occupons leurs églises », n'est pas apprécié par les tenants de l'ordre moral, de la justice à l'Église, au FN, à l'UDF, au RPR… jusqu'aux sociaux-démocrates qui ne trouvent à reprocher au voyage papal que le financement public, oubliant à cette occasion le coût financier de leurs propres campagnes électorales et les fausses factures qui s'ensuivent.

Mais le plus remarquable dans cette action du 8 septembre, c'est que la notion de sacré s'y est bien révélée. Comment des gens ont-ils pu s'attaquer à la maison du Dieu créateur tout-puissant ?

En tant qu'anarchistes, nous refusons cette notion de sacré. Dans les églises se propage une idéologie réactionnaire qui définit la femme comme simple objet et limite son rôle à l'élevage des enfants sous les ordres de son mari, qui impose ses concepts moraux et existentiels, qui interdit l'utilisation de la capote (rappelons que, cet été, des centaines de milliers de capotes et de manuels d'éducation sexuelle ont été détruits en Ouganda sous la férule de l'Église catholique), qui soutient les commandos anti-IVG… En ce sens, non seulement nous ne reconnaissons aucun caractère sacré, mais nous accusons la morale rétrograde et totalitaire des Églises et condamnons ses visées évangélisatrices et sa volonté d'imposer ses concepts à toutes les sociétés.

La presse a réussi, par un tour de passe-passe dont nous ne sommes pas dupes, à faire passer comme « intolérantes » les personnes ayant commis cette action qui garde, malgré tout, un caractère éminemment burlesque. Alors que le pape, qui affirme que la loi républicaine et démocratique (quelle que soit sa forme) doit être soumise à la loi divine, est présenté comme « le libérateur des peuples aliénés ». Jeu politique d'une presse qui se prétend objective mais qui cache mal son approche catholique (de droite ou de gauche) de la vie.

A la suite de cette action, une plainte a été déposée par le curé « entarté » et par la préfecture, plus prompte à faire respecter l'ordre public dans les églises que dans les centres IVG agressés par les commandos intégristes. Contre l'obscurantisme, contre l'ordre moral, nous devons nous organiser pour gagner notre liberté. Nous soutiendrons les personnes incriminées dans cette affaire, tout en relativisant la portée de cet acte qualifié « d'agressif » alors qu'il n'est que pâtissier…

Groupe Milly Witkop (Nantes)

NB - Il est à noter que le Local, lieu associatif et libertaire dans lequel se réunit le groupe de Nantes, a subi deux agressions dans la semaine qui a suivi cet événement. La première est le fruit de fascistes qui ont bombé la devanture du lieu pour dénoncer la venue de Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) à l'occasion d'une conférence sur l'*Opus Dei*. Ensuite, le 13 septembre dernier, le Local a été perquisitionné par la police. Bilan : ces fonctionnaires ont récupéré (sans doute pour leur enrichissement personnel) quelques documents dont l'affiche fédérale, le numéro spécial du *Monde libertaire* sur le pape (en 250 exemplaires), ainsi que les exemplaires du canard de notre groupe consacrés au pape. Nous en profitons pour conseiller à ce journaliste de *Presse-Océan* qui s'étonne de la présence en ce lieu de capotes identiques à celles retrouvées dans la cathédrale de Nantes de faire preuve d'un peu plus de perspicacité et de bon sens : si demain il trouve dans les poches de ses enfants des capotes, cela ne signifiera pas pour autant qu'ils étaient de cette action antipape.

(1) A la suite de cet incident, une communiante se serait exclamé : « Ah ! ça, c'est soit les anarchistes, soit les juifs ! ». Sans commentaires…

Pourquoi aller au boulot ?

Devant le refus persistant de refluer qu'affiche le taux de chômage, j'oscille entre plusieurs réactions ; surtout, je m'interroge sur l'utilité de ce travail que tant d'entre nous craignent de perdre.

D'abord, le boulot nous rassure et nous assure plus ou moins le toit et l'assiette de nouilles dont notre corps a besoin pour nous donner la force d'aller travailler.

Ensuite, l'Entreprise est un lieu de rencontre où se lient les amitiés, se trament les amourettes et se nouent les destins en un écheveau toujours unique de relations humaines… Qui saurait rester de bois devant l'œil paternel du petit patron qui nous accueille le lundi matin alors qu'encore ensommeillé, son autre œil lorgne sur l'horloge murale, comme s'il s'étonnait d'être déjà debout ?

Et puis, aujourd'hui, l'*Entreprise*, c'est le lieu de la réflexion et de l'entraide ; on vous l'a dit à la télévision. Premier espace de militantisme humanitaire et social, c'est là que nous décidons de réduire notre train de vie pour que tout un chacun puisse travailler demain.

Aujourd'hui, camarade chômeur, je te cède un peu de mon temps de travail et de mon revenu puisque mon patron refuse de te rétrocéder un peu de ses bénéfices et que la nation refuse de nourrir ses enfants. Demain, si ça ne suffit pas, c'est mon espace vital que je te proposerai de partager.

Mais quand nous n'aurons plus rien, ni toi, ni moi, et que les dernières miettes auront déserté nos gamelles, que partagerons-nous ?

L'atèle
29 septembre 1996

AGENDA

vendredi 4 octobre

BORDEAUX : Le groupe Emma Goldman vous convie à participer au débat sur **immigration et politiques anti-immigrés** après la projection du film sur la lutte des sans-papiers de Saint-Bernard, à la **salle Marcel Paul** (rue Judaïque) à partir de **20 heures**.

samedi 5 octobre

TOULON : Le groupe Nada de la FA et le collectif libertaire « La Commune » organise dans la campagne cuersoise (centre Var) une **rencontre libertaire**. Au programme : pique-nique, discussions, repas en soirée avec spectacle (chansons). Participation aux frais : 50 F (chèque à ACL). Renseignements-réservations à « la Commune » 2, rue de Préssensé, 83000 Toulon, Tél. : 94 91 26 80.

lundi 7 octobre

NANTES : Soirée théâtre au Local. La troupe malienne « Psy Tract » de Bamako présente un conte intitulé « Jamaji gi » qui traite de la prévention du sida de façon toute particulière avec notammment la présentation du fétiche aux préservatifs. **16, rue Sanlecque à 20 h 30.**

mardi 8 octobre

LORIENT : Le pape (Jean-Paul II ou III) devrait revenir l'an prochain à Paris. Les problèmes restent entiers, même si le discours de l'Église paraît légèrement reculer… Une réunion-débat à propos de « la malvenue au pape » aura lieu **à 20 h 30 à la cité Allende.**

jeudi 10 octobre

AUBENAS : Le groupe de la FA vous propose de venir débattre de la Révolution espagnole à la suite de la projection du film ***Land an Freedom*** qui aura lieu **à 20 h 30 au cinéma Le Navire.**

vendredi 11 octobre

PARIS : Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Bonaventure, l'école libertaire d'Oléron, sans avoir jamais osé le demander **à 20 h 30 au local La Rue**, 10 rue Robert Planquette (M° Blanche ou Abbesses).

samedi 12 octobre

PARIS : La ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté organise un débat à 14 h 30 au 10 rue du Dr Blanche (M° Ranelagh) : **Où en est le mouvement des femmes algériennes après quatre ans de guere civile ?**

samedi 19 octobre

CHATEAUDUN : L'ACL, les amis de la culture libertaire de la région, se réunissent **à 15 heures au PUB, 24 rue de Varize.** Le thème de la discussion sera **Ordre moral et néocléricalisme.**

CHELLES : Le groupe Sacco & Vanzetti organise une réunion-débat en son local, 1 bis rue Emilie à 20 h 30 sur le **partage du travail et des richesses** .

samedi 26 octobre

LILLE : La CNT-AIT organise un **repas à partir de 20 heures** au centre social « Mosaïque », 95 rue du Long Pot (Fives). La participation est de 45 F. Réservation indispensable avant le 12 octobre (chèque à l'ordre de l'UL CNT-AIT ; préciser si végétarien). CNT-AIT : 1-2 rue Denis du Péage, 59800 Lille.